

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Président du Conseil départemental,

Monsieur l'inspecteur Académique, directeur académique des services de l'E.N. des Landes,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Avant de commencer sa déclaration, FO tient à apporter son soutien plein et entier aux collègues de l'école publique de St Sever qui traversent une épreuve éprouvante tant psychologiquement que physiquement. FO se félicite de tous les gestes de solidarité spontanés qui se sont exprimés, venus de tout le département, et à tous les niveaux,

Soutien également aux personnels enseignants PE et PLP de l'EREA de St Pierre du Mont qui depuis la rentrée sont mobilisés très majoritairement et avec détermination contre l'éviction de l'établissement de 2 PE et de l'infirmière et contre le management de la direction datant d'un temps que l'on croyait à jamais révolu.

Comme l'écrit Pascal PAVAGEAU, le nouveau secrétaire général de la confédération FO **« L'école doit retrouver le chemin de l'égalité républicaine »** et de déclarer aux personnels de l'Education Nationale: *« En ces jours de rentrée scolaire, la Confédération apporte son soutien plein et entier à toutes celles et ceux qui font vivre l'école de la République. Une école aujourd'hui fragilisée, territorialisée et morcelée, aux moyens insuffisants et disparates : une école dont les contre-réformes successives ont fait l'un des symboles du désengagement de l'État. »*

Pour le ministre Blanquer, la rentrée est placée sous le signe de la confiance pour poursuivre et consolider ce qu'il a engagé !

Quelle est la réalité ?

- Un quart des nouveaux bacheliers reste au bord de la route. Ils n'ont pas de place dans une formation universitaire ou pas de place dans la formation qu'ils souhaitent. Voilà le résultat de Parcoursup' ;
- A nouveau, plusieurs dizaines de milliers de personnels en contrat-aidé vont disparaître des établissements scolaires. Conséquence : nationalement, des milliers d'élèves en situation de handicap sont sans accompagnant à cette rentrée ; les Landes n'échappent pas à cette situation et nombre d'enseignants sont seuls avec ses élèves, créant des conditions de travail et d'enseignement extrêmement difficiles. FO demande que des solutions soient trouvées dans les meilleurs délais ; il y a urgence !
- Les salaires sont bloqués, le gel du point d'indice confirmé, le jour de carence rétabli, les carrières bloquées pour l'immense majorité des personnels de l'E.N. en application de PPCR, les promotions désormais des plus opaques, basées sur des avis donnés par la hiérarchie selon certains critères pour le moins subjectifs ;

- Les postes manquent pour toutes les catégories et les conditions de travail se dégradent, la pression sur tous s'aggrave.

Et le ministre veut poursuivre sa « consolidation »

Il annonce une avalanche de mesures liées à toutes ses contre-réformes: orientation transférée aux régions et marquée par la suppression des CIO, développement de l'apprentissage au profit des patrons et au détriment de la formation professionnelle initiale dans les LP, recours massif aux contractuels en lieu et place de titulaires, réforme du BAC et de la licence, restructuration de l'Education nationale en 13 grandes régions académiques calquées sur les 13 grandes nouvelles régions issues de la réforme territoriale. Tous les statuts sont menacés !

Et maintenant les retraites !

Retraites, statuts, école publique, FORCE OUVRIERE n'accompagnera pas leur destruction et le dialogue social voulu par le Ministre ! Le saccage et les mauvais coups doivent cesser.

C'est pourquoi FO, dans l'E.N., invite tous les personnels à se saisir de l'appel national à la grève interprofessionnelle, public/privé, dans l'unité, pour l'instant FO-CGT-Solidaires-UNEF-UNL, le 9 octobre prochain contre la politique du gouvernement, pour « *la défense de notre modèle social* », notamment celle de la retraite par répartition, solidaire et intergénérationnelle, celle gagnée par la lutte de nos anciens.

S'agissant de la Carte Scolaire 2018 :

Pour le 1^{er} degré, FO tient tout d'abord à souligner à nouveau le lourd tribut par les écoles rurales alors que 3 postes supplémentaires étaient octroyés par le Ministère pour une baisse prévisionnelle de 159 élèves: sur les 20 fermetures de classe (*dans le document ne figurent pas la fermeture dans le RPI transdépartemental Hastings/Sames et celle dans le RPI ST Yaguen/Villenave/Arengosse/Ousse-Suzan ?*), 12 frappent des RPI.

On voudrait fragiliser encore un peu plus l'enseignement public dans nos campagnes que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Mais n'est-ce pas une volonté implicite des autorités publiques afin de contraindre les élus des communes rurales à accepter, bon gré mal gré, une nouvelle organisation de l'école publique ? Aussi, FO réitère la question déjà posée au Comité Technique du 26 juin et à celui du 4 septembre et demeurée sans réponse précise. Monsieur le Préfet, une nouvelle version de la convention ruralité va-t-elle voir le jour dans les prochains mois ?

Cette carte scolaire 2018 pour les écoles ne déroge pas aux précédentes : elle est marquée du sceau de la pénurie. Plusieurs écoles fonctionneront cette année avec un taux d'encadrement supérieur à 26, voire 27 élèves par classe. FO pense notamment aux écoles de Saugnac et Cambran, de Grenade, de Lit et Mixe, de Ste Marie de Gosse, de Morcenx Gare.

Pour FO, si c'est louable de dédoubler certains niveaux de classes, dans certaines écoles, cela ne doit pas se faire au détriment de la majorité de celles-ci. C'est le cas présentement.

Pour le second degré, les tensions sont surtout à relever au niveau des collèges, où un nombre non négligeable de classes connaissent une situation tendue comme à Gabarret, à Labrit, à Linxe, à Duruy.

En ce qui concerne, les Lycées Généraux et Techniques, FO réitère sa demande de création d'un poste d'infirmière à Despiau. Actuellement, il n'y a qu'un poste pour plus de 1300 élèves.

L'infirmière en poste subit des conditions de travail extrêmement difficiles, pénibles et ne peut assurer pleinement toutes les missions qu'elle devrait accomplir au niveau des élèves. FO vous demande d'intervenir auprès du Recteur.

En ce qui concerne l'enseignement professionnel, FO souhaite réaffirmer son attachement à l'enseignement professionnel initial scolaire et au maintien de tous les lycées professionnels. FO rejette la mise en place d'Unités de Formation par Apprentissage (UFA) dans les LP, EREA et SEP. FO s'oppose à l'introduction de la mixité des publics et des parcours dans les Lycées Professionnels.

En ce qui concerne les ULIS-Collège, FO tient à indiquer au CDEN que sur les 23 existantes, 8 ont un taux d'encadrement supérieur à la réglementation, c'est-à-dire 13, voire 14 élèves au lieu de 12.

FO tient également à signaler le problème de l'accueil des élèves allophones. Il est réel par manque d'anticipation, ce qui contraint parfois le Chef d'établissement à embaucher un contractuel alors que le poste aurait pu être attribué à un titulaire. C'est ce qui se passe par exemple au Lycée Professionnel Jean d'Arcet, à Aire s/l'Adour.

Pour FO, L'Education Nationale doit se donner tous les moyens humains et financiers pour la réussite de la scolarisation de tous les enfants de migrants, car, malheureusement, ce flux migratoire n'est pas prêt de s'atténuer et encore moins de s'arrêter.

Enfin, pour terminer, FO ne peut pas ne pas évoquer le dossier des rythmes scolaires.

Un fait est indiscutable : à près de 85 %, les parents d'élèves, les enseignants et la plupart des municipalités de notre pays ont très massivement utilisé la possibilité de déroger au décret PEILLON, pour revenir à la semaine de 4 jours de classe. Ils ont ainsi remis en cause le contenu de ce décret qui a instauré la semaine de 4 jours et demi et l'ingérence des municipalités dans le fonctionnement de l'Éducation nationale à travers la confusion scolaire/périscolaire et les PEdT. On peut dire que, sur cette question, avec seulement 25% d'écoles fonctionnant à 4 jours notre département se complait dans le « particularisme local ». Serions-nous ici des « gaulois réfractaires » ?

Pour FO, la dérogation qui est ultra-majoritaire doit devenir la norme nationale, l'organisation de la semaine scolaire doit être unique : les 4 jours de classe hebdomadaires, sur 36 semaines de cours, doivent être institués dans toutes les communes, dans toutes les écoles de France et de Navarre. FO continuera d'œuvrer dans ce sens dans le département.



Marc GUYON
Philippe ULYSSE

Représentants FO au CDEN des Landes